

La semaine écoulée voit la société internationale à nouveau bouleversée. Que ce soit en Europe ou en Afrique, les engagements militaires possibles ou en cours sont d'actualité. Nos populations occidentales sont-elles prêtes à en assumer les conséquences ? Pas vraiment si je me réfère à cette étude « Génération quoi ? » s'appuyant sur plus de 140 000 contributions. S'ajoute aussi l'influence des réformes sociétales au sein des armées, menaçant potentiellement leur cohésion. Ainsi, la polémique sur les violences qui auraient été faites à des soldats de sexe féminin apparaît. Réalité ou fantasme d'à-propos ?

### **L'Ukraine, vers la division ? Et qui va l'empêcher ?**

L'Ukraine a en partie résolu sa crise dans son aire occidentale. Son aire orientale russophone, et surtout la Crimée donnée à l'Ukraine par Khrouchtchev en 1954, provoque aujourd'hui une nouvelle crise pourtant annoncée lors de l'éclatement de l'URSS. Comment concevoir pour la Russie la suppression d'un accès aux mers chaudes existant depuis 1774 (Cf. [B2 du 26](#) et [B2 du 27 février](#)) ? La dépendance de l'Ukraine ayant échoué avec la révolution de février 2014 à Kiev, la Russie reprend la main et qui va l'empêcher ? Son action contre la Géorgie en 2008 a-t-elle été oubliée ? Et quid de l'indépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie ?

Malgré l'implication affirmée jour après jour de notre ministre des affaires étrangères, certes dans le cadre européen, je remarque que Kiev demande l'aide du Royaume-Uni et des Etats-Unis (Cf. [zone militaire du 28 février 2014](#)), pas celle de l'Europe, encore moins celle de la France. N'est-ce pas aussi un fort désaveu, sinon l'affirmation de l'impuissance de l'Occident européen ?

Une autre question se pose : qui est prêt à mourir pour Kiev ou Sébastopol que ce soit les Européens ou les Etats-Unis ? Nous n'allons pas commémorer le 160<sup>ème</sup> anniversaire de la campagne de Crimée de 1854 par une nouvelle campagne en 2014 ? Et puis, plus sérieusement, qui osera s'opposer militairement à une Russie ne cessant de se réarmer aux frontières de l'Union européenne alors que celle-ci fait du commerce et désarme ? Poutine montre aujourd'hui - on verra si cette tendance se poursuit demain - que la puissance militaire est un attribut de la puissance de l'Etat. D'ailleurs la France ne l'a-t-elle pas compris avec ses interventions au Mali et en RCA ?

Peut-être que le colloque organisé le lundi 3 mars 2014 à l'Assemblée nationale sur le thème « *Une perspective de conflits majeurs est-elle crédible ?* » par l'association Démocraties, présidée par le général (2S) Paris, y répondra dans le cadre de cette actualité brûlante ?

### **Se battre demain pourquoi, pour qui et pour quoi ?**

Cependant, si je me réfère à ce questionnaire en ligne lancé par France 2 (Cf. « [Génération quoi ?](#) ») qui a recueilli 149 000 participants et est analysé dans le Monde (Cf. [Le Monde du 26 février 2014](#)), la mobilisation des jeunes Français pour défendre militairement la France sinon rétablir le droit par la force hors de nos frontières est loin d'être acquise bien que la révolte intérieure reste une option affichée.

Certes, 37% des 63 000 répondants (tous ne répondent pas à toutes les questions, indifférence ?) pensent qu'il faille revenir au service militaire obligatoire pour tous mais 63% y

sont opposés (68% des plus de 35 ans souhaitaient son rétablissement, Atlantico, le 14 juillet 2012). En revanche, pour 81% des 149 000 répondants (pourquoi une telle divergence des réponses par rapport à la question précédente, un désintérêt pour la question ?), l'État devrait créer un service civil obligatoire alternatif à l'armée (humanitaire, hospitalier, social...). Cette tendance a tout lieu d'inquiéter.

Dans la rubrique, « *tous pourris* » - les institutions apprécieront la rubrique - les réponses concernant les forces de sécurité montrent une perception totalement inversée entre l'armée et la police : « *As-tu confiance en l'armée ?* », 56% lui font confiance ou totalement confiance (55% des actifs, 58% des étudiants) avec seulement 39 000 réponses. 88 000 personnes participent en revanche à la question « *Fais-tu confiance à la police ?* » 54% ne lui font pas ou pas du tout confiance.

Surtout, mais cette fois dans la rubrique « Douce France », « *En cas de guerre, serais-tu prêt à te battre pour ton pays ?* », 54% des 147 000 répondants ne se battraient pas pour leur pays. Cependant l'étude des réponses négatives (étudiants, 55% ; actifs, 53% ; femmes, 59% ; 44% des hommes) montre que 56% des hommes se battraient encore pour leur pays. Je remarquerai que l'instruction de nos enfants est largement féminisée et le chiffre obtenu peut interpellé si je prends en considération la réponse de la catégorie féminine à cette question.

A titre de comparatif, l'enquête donne des chiffres trop anciens (15-29 ans en 2005-2006, source [World Values Survey, 2005-2006](#)), pour être des références aujourd'hui mais ils restent intéressants. Ainsi, étaient prêts à se battre pour leur pays 75,7% de la classe d'âge sondée en Finlande 72,9% en Suède, 57,4% en France, 54,1% au Canada, 49,9% en Allemagne, 43,2% en Espagne, 40,9% aux Etats-Unis. Les guerres d'Irak, d'Afghanistan, sinon d'ailleurs, ont pu faire évoluer les opinions.

La même étude pose aussi la question « *As-tu confiance en l'Europe ?* », 58% des 149 000 participants ne lui font pas confiance alors que 57% des sondés lui faisaient confiance il y a trente ans. Peut-on croire qu'une armée européenne ait alors du sens ? Défendre quelque chose en lequel on ne croit pas est-il possible ?

Il faut cependant prendre en considération que l'engagement intérieur pourrait être beaucoup plus plausible. En effet, à la question « *Demain ou dans les prochains mois, participerais-tu à un mouvement de révolte de grande ampleur, type Mai 68 ?* », la réponse est positive à 61% (148 000 réponses). Finalement l'affrontement physique et la prise de risque pour changer la société, ce qu'était aussi Mai 1968, sont loin d'être impossibles.

Quelques questions pourraient se poser pour élargir le débat : combien de temps les forces de sécurité tiendraient-elles dans une telle situation ? Le chef des armées irait-il « prendre conseil » auprès d'un chef militaire comme hier Charles de Gaulle auprès du général Massu, en fait pour s'assurer de la fiabilité des forces armées en cas d'une impossible sortie de crise pacifique ? Ce qui était envisageable hier me paraît cependant bien difficile aujourd'hui mais il ne semblerait pas inutile que le pire soit au moins étudié (Cf. mon article dans la revue défense nationale « [Numéro de mars 2014](#) » « **Sécurité intérieure : un domaine réservé à la police et à la gendarmerie ?** », troisième volet aux deux billets du 23 février 2014 « [Le ministre de la défense au contact du personnel de la défense](#) » et « [La fragilisation des](#)

[sociétés](#) »).

Ainsi cette étude à grande échelle, certes, à mon avis, qui ne s'appuie pas sur une approche scientifique irréprochable, apporte compte tenu du nombre de participants des éléments de réflexion intéressants concernant l'évolution de notre société face aux relations internationales et aux engagements militaires, sinon de l'individu dans ses relations avec la communauté nationale au XXIème siècle.

### « La Centrafrique, pourquoi la guerre ? »

Cette semaine a enregistré le vote du soutien du parlement français à l'opération Sangaris (Cf. [L'Opinion](#)). Alors que des voix dissidentes (Bruno Lemaire, Cf. [Le Monde du 25 février 2014](#)), peu nombreuses et peu crédibles, s'expriment et que l'Europe tranquillement, petit à petit construit une force militaire (Cf. [Le Point du 28 février 2014](#), article intéressant pour comprendre la laborieuse montée en puissance d'une force qui devrait pourtant agir rapidement).

La communication gouvernementale s'organise pour soutenir la légitimité de l'action de la France. Le chef des armées s'est rendu en RCA pour rencontrer les autorités de transition et nos soldats. De nouveaux renforts français arrivent. Les forces étaient manifestement sous-évaluées. L'engagement de courte durée et limitée a aussi fait long feu et nos forces sont à peine moins seules. Et chacun y va aussi de sa petite analyse.

Je renverrai les uns et les autres à cet ouvrage sorti bien opportunément en ce début d'année 2014 aux Editions Lavauzelle ([www.lavauzelle.com](http://www.lavauzelle.com)) « *Centrafrique : pourquoi la guerre ?* », sous la direction de Thomas Flichy de la Neuville. La préface d'Henri Hude, directeur du pôle éthique et juridique du centre de recherche des écoles de saint-Cyr-Coëtquidan (CREC) soulève un grand nombre de questions sur la constitution d'un Etat, la notion de pouvoir et de démocratie en Afrique à la lumière de la RCA, Etat non considéré comme un Etat failli mais comme un Etat artificiel.

On ne peut en effet se contenter de la simple cause humanitaire pour expliquer l'intervention française du 5 décembre 2013 (Cf. [International Crisis Group du 25 février 2014](#)). Cet ouvrage pédagogique se lit aisément et permet à chacun de comprendre le contexte ancien du conflit. Le suivi de l'opération Sangaris peut être approché par la lettre « Infoveilles » du centre de documentation de l'Ecole militaire de février 2014 (Cf. [CDEM](#)). Toutefois, cette analyse n'exprime pas une position officielle sur l'opération.

Les intérêts économiques français en RCA pourront enfin être abordés d'une manière plus approfondie dans « **Forces françaises en Centrafrique : défendre la paix et les intérêts économiques** » d'Axel Augé, professeur de sociologie au CREC dans la revue Défense nationale (Cf. [Numéro de mars 2014](#)). Je pourrai ajouter la lecture dans le supplément « culture et idées » du Monde (Cf. [Le Monde, Samedi 1<sup>er</sup> mars 2014](#)), de l'interview de l'historien sénégalais Ibrahima Thioub (« *Le modèle colonial a laissé l'Afrique à l'état de squelette* »).

## La guerre invisible, une polémique justifiée ?

Pour conclure, puis-je ignorer cet ouvrage « *La Guerre invisible : en finir avec le silence sur les violences sexuelles dans l'armée française* » (Cf. [Terrafemina du 28 février 2014](#)).

Reconnaissons-le. Il a fait l'objet d'une bonne couverture médiatique dans le contexte « porteur » de l'égalitarisme voulu à tout crin par toutes les féministes. Si je reprends le passé de journalistes des deux auteures, elles s'étaient déjà penchées en 2011 sur les viols supposés de femmes tutsis par des soldats français au Rwanda en 1994 (Cf. magazine Causette [n°18 du 20 novembre 2011](#)).

Le ministère de la Défense a annoncé très normalement jeudi 27 février [l'ouverture d'une enquête interne sur les violences sexuelles](#) et les cas de harcèlement (Cf. Le [Monde du 1<sup>er</sup> mars 2014](#)). Les hiérarchies militaire et civile doivent être exemplaires. Il est vraisemblable que, dans la quarantaine de cas recensés par les deux journalistes au bout de deux ans d'enquêtes, il soit possible de constater des anomalies. Cela ne sera que justice si les fautes étaient avérées et donc sanctionnées.

Cependant il faut rappeler que 15% des armées sont féminisées, soit environ 33 300 femmes sur 222 215 soldats (2012). Rappporter ces cas en pourcentage aux effectifs des armées et remettre en cause leur fonctionnement au nom du soupçon me laissent donc dubitatif sur les buts poursuivis. Tout groupe connaît des cas individuels de comportements inappropriés ou répréhensibles et cela ne remet pas en cause une institution.

Si je reprends les quelques témoignages entendus, y compris avec mon long vécu dans l'institution militaire, sur les difficultés de certains soldats de sexe féminin, les cas individuels ne doivent pas être le prétexte pour fantasmer sur le mauvais comportement généralisé des soldats de sexe masculin. Oui, il y a des imbéciles chez les hommes. Cela est sanctionnable quand ils oublient le respect dû à chacun au sein du groupe.

Oui, il y a aussi des femmes qui ne sont pas toujours à la hauteur d'une société d'hommes, ce qu'est l'Armée ...qu'elles ont choisie de rejoindre. C'est donc au commandement de s'assurer que l'équité entre chacun soit bien assurée. Le contrôle de la hiérarchie et un comportement individuel exemplaire, sans rechercher à atteindre les excès des armées anglo-saxonnes, sont des conditions essentielles à la cohésion militaire.